



Retirer les services de soins de santé d'urgence en pleine crise est une décision difficile, mais c'est celle que Médecins sans frontières (MSF) a dû prendre après que le gouvernement a suspendu ses activités pendant huit mois.

Les autorités camerounaises ont accusé le groupe humanitaire d'aider les groupes séparatistes de la région anglophone du nord-ouest du pays, une accusation que le groupe a fermement démentie.

Laura Martinelli, coordinatrice de MSF pour la région du nord-ouest, où des milliers de personnes ont besoin d'un accès aux soins de santé, a déclaré que MSF n'avait vu aucun signe d'autorisation du gouvernement camerounais pour que le groupe reprenne ses activités.

"Nous ne pouvons tout simplement pas rester indéfiniment en attente dans une zone où nous ne sommes pas autorisés à faire notre travail", a-t-elle déclaré. "Mais nous espérons toujours que les autorités [camerounaises] reviendront sur cette décision pour le bien de la population, car des milliers de patients ont bénéficié de nos services d'urgence gratuits. Nous maintenons donc un bureau de liaison pour poursuivre le dialogue dans la région et au niveau central."

Peu d'autres options de soins

Mme Martinelli a déclaré que MSF serait prête à reprendre ses activités lorsque les autorités

camerounaises lèveront la suspension. Elle a déclaré que la présence de MSF était vitale car le groupe d'aide était l'une des rares organisations médicales internationales à offrir des soins gratuits aux personnes dans le besoin, fournissant des services d'ambulance 24 heures sur 24 aux civils dans la région du nord-ouest.

Kennedy Tumenta, coordinateur du centre de soins intégrés de santé mentale pour l'humanité à Babungo, un village du nord-ouest anglophone du Cameroun, a déclaré que le centre fournit des soins psychologiques aux civils que MSF traite. Selon Tumenta, le départ de MSF signifie que des milliers de civils pris dans des tirs croisés seront privés de l'aide dont ils ont tant besoin.

Le retrait de Médecins sans frontières, a déclaré Tumenta, est un revers *“pour les organisations comme la nôtre qui fournissent des services de santé mentale aux personnes en détresse, en particulier dans cette région où la crise a accru les difficultés d'accès à certains services de santé de base. Nous espérons que le gouvernement et Médecins sans frontières trouveront des moyens de résoudre ce problème.”*

Le ministre camerounais de l'administration territoriale, Paul Atanga Nji, qui a annoncé la suspension de MSF en décembre 2020, a refusé de commenter le retrait de MSF lorsque VOA l'a contacté pour une interview mardi.

Mais en juin, le ministère camerounais de la Santé a indiqué que près de 30 % des hôpitaux de la région du Nord-Ouest ne fonctionnaient plus en raison d'attaques séparatistes, et que des centaines de travailleurs de la santé avaient fui vers des villes francophones pour se mettre en sécurité.

La stratégie du gouvernement est critiquée

Cyrille Etoga, analyste de la santé à l'Université de Yaoundé, a déclaré que le Cameroun devrait savoir faire la distinction entre les activités d'une organisation internationale réputée et les groupes qui pourraient collaborer avec les séparatistes. Selon lui, le gouvernement camerounais devrait inculper légalement les personnes soupçonnées de collaborer avec les séparatistes au lieu de suspendre MSF.

Etoga a déclaré que le Cameroun a besoin de l'aide d'organisations comme MSF pour répondre aux besoins croissants en matière de santé de ses citoyens dans les zones de conflit.

En 2020, le gouvernement camerounais a accusé MSF d'entretenir des relations étroites avec les séparatistes qui luttent pour créer un État anglophone indépendant. L'organisation humanitaire dément fermement ces accusations et affirme que son seul objectif est de sauver des vies.

MSF affirme que plus de 1,4 million de personnes ont besoin d'aide humanitaire dans les régions occidentales du Cameroun, où l'accès aux soins de santé est extrêmement limité.

La crise séparatiste qui a débuté dans les régions anglophones du Cameroun en 2017 a tué plus de 3 000 personnes et en a déplacé 750 000, tant à l'intérieur du pays que vers le Nigeria

voisin, selon l'ONU.

*Cet article a été écrit à l'origine en anglais et traduit par **Cameroun Actuel***